

BRUNO  
TERTRAIS

# LA GUERRE DES MONDES

Le retour de la géopolitique  
et le choc des empires





# La guerre des mondes

## Du même auteur

*La Guerre sans fin. L'Amérique dans l'engrenage*, Seuil, 2004.

*L'Arme nucléaire*, Puf, 2008.

*Le Marché noir de la bombe. Enquête sur la prolifération nucléaire*, Buchet Chastel, 2009.

*La Menace nucléaire*, Armand Colin, 2011.

*L'apocalypse n'est pas pour demain : pour en finir avec le catastrophisme*, Denoël, 2011.

*Le Président et la Bombe. Jupiter à l'Élysée*, Odile Jacob, 2016.

*Les Guerres du climat. Contre-enquête sur un mythe moderne*, CNRS Éditions, 2016.

*Les Vingt Prochaines Années. L'avenir vu par les services de renseignement américains*, Les Arènes, 2017.

*La Revanche de l'histoire. Comment le passé change le monde*, Odile Jacob, 2017.

*Le Choc démographique*, Odile Jacob, 2020.

*L'Épreuve de faiblesse*, Gallimard, 2020.

*L'Atlas des frontières. Murs, conflits, migrations*, Les Arènes, 2021.

*La Guerre*, Puf, 2022.

*Atlas militaire et stratégique*, Autrement, 2023.

Bruno Tertrais

# La guerre des mondes

Le retour de la géopolitique  
et le choc des empires

ISBN : 979-10-329-2778-6  
Dépôt légal : 2023, octobre  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2023  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*« It seems to me now almost incredibly wonderful that, with that swift fate hanging over us, men could go about their petty concerns as they did. »*

H. G. Wells, *War of the Worlds*, 1898





## *Prologue*

### Yougoslavie, printemps 1999

Il est 13 heures, ce 24 mars 1999, lorsque le téléphone satellitaire du Premier ministre russe Evgueni Primakov, à bord d'un Iliouchine-62 qui l'emène à Washington et s'approche de Terre-Neuve, sonne. À l'autre bout du fil, le vice-président américain Al Gore, qui l'informe que l'OTAN a entamé une campagne de bombardements destinée à imposer un plan de paix à la Yougoslavie. Primakov est furieux. Il considère qu'il s'agit d'une humiliation, et ordonne au pilote de faire immédiatement demi-tour et de rentrer à Moscou. Cinq jours plus tard, Vladimir Poutine, déjà directeur du KGB, est nommé secrétaire du Conseil national de sécurité de la Fédération de Russie.

Quelques semaines plus tard, dans la nuit du 7 au 8 mai, un B-52 américain largue cinq bombes sur l'ambassade de la République populaire de Chine à Belgrade, causant la mort de trois personnes. À Pékin, déjà fermement opposée à l'intervention de l'OTAN, c'est le choc. Personne ne croit l'explication officielle, celle d'une erreur de coordonnées de tir. Les manifestations antiaméricaines, encouragées par les autorités et parfois violentes, se multiplient. C'est l'une des premières

démonstrations publiques du nouveau nationalisme chinois.

Début juin, Belgrade accepte le plan de paix et la présence d'une force multinationale au Kosovo. La Russie fait savoir qu'elle souhaiterait occuper un secteur du territoire – comme l'Union soviétique l'avait fait en Allemagne – mais les alliés ne veulent pas donner le sentiment d'une partition ethnique, et s'y opposent. Le coup est rude pour Moscou, qui voit s'évanouir ses illusions de cogestion du nouvel ordre européen et d'égalité symbolique avec l'Occident. Le général Ivachov, alors en charge de la coopération militaire au ministère de la Défense, dira : « *J'eus le sentiment d'être un vaincu. J'eus le sentiment que le mal triomphait sur le bien*<sup>1</sup>. » Moscou tente alors une manœuvre risquée. Le 12, alors que les forces de l'OTAN pénètrent par le sud pour mettre en œuvre le plan de paix, on apprend que celles de la Russie sont entrées par surprise sur le territoire par le nord. Le commandant suprême des forces alliées en Europe ordonne d'atteindre l'aéroport de Pristina avant qu'il puisse être capturé par la Russie, mais il est trop tard. Les éléments de la Kosovo Force (KFOR) se déploient à quelques dizaines de mètres du contingent russe. Simultanément, six avions de transport russes décollent de Moscou en direction de la Yougoslavie, avec un millier de soldats à bord. Le Pentagone persuade alors la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie d'interdire le survol de leur territoire. Moscou intime Bucarest de passer outre, mais le gouvernement roumain n'hésite pas à menacer de tirer sur les appareils russes. C'est une deuxième humiliation ressentie, même si la Russie parviendra néanmoins à stationner 3 600 hommes au Kosovo jusqu'en 2003.

Le 16 août, Vladimir Poutine est investi Premier ministre par la Douma. Il lance immédiatement une campagne de bombardements aériens massifs en Tchétchénie.

En 2007, le projet « *d'indépendance supervisée* » de la province serbe, élaboré par l'ONU, est refusé par Belgrade et Moscou. Les pays occidentaux décident alors de reconnaître l'indépendance déclarée par Pristina le 17 février 2008. C'est la consternation à Pékin, où l'on imagine déjà que la décision pourrait servir de précédent à une déclaration d'indépendance de Taïwan, voire à la sécession de territoires chinois. Quelques mois plus tard, la Russie lance une opération militaire contre la Géorgie.

\* \* \*

Ni Moscou, ni Pékin n'ont oublié la guerre du Kosovo et les bombardements de Belgrade. Une capitale incarnant l'ancien monde communiste, mais aussi l'orthodoxie slave pour la Russie et le non-alignement pour la Chine. Les leçons pour eux ? L'Occident n'hésitera pas à employer la force pour servir ses intérêts, même sans l'accord de l'ONU. On peut redécouper les frontières à sa guise. Aucun régime n'est à l'abri. « *Belgrade aujourd'hui, Moscou ou Pékin demain ?* » Tout dirigeant jugé comme étant du mauvais côté de l'histoire peut se retrouver derrière les barreaux. Et il faut s'armer massivement pour résister à l'Amérique.

Pour les deux pays, l'année 1999 fut un choc politique autant que militaire. « *Ce ne fut pas seulement un demi-tour au-dessus de l'Atlantique. Ce fut un véritable demi-tour de la politique étrangère russe en direction de la protection d'un ordre mondial civilisé, basé sur le droit international, ainsi que la protection*

*des intérêts nationaux de la Russie après une longue période d'incertitude* », prétend-on aujourd'hui à Moscou<sup>2</sup>. Pour nombre d'Occidentaux, elle appartient à un passé révolu. Pour eux, non. En 2016, Vladimir Poutine dira : « *C'est là que tout a commencé*<sup>3</sup> ». Le 21 février 2022, il se référera au Kosovo pour justifier la reconnaissance des républiques autoproclamées du Donbass. Trois jours plus tard, il citera une nouvelle fois l'opération *Force alliée* comme la première grande trahison de l'Occident, et il n'aura de cesse de se référer au Kosovo pour justifier la sécession de territoires géorgiens et ukrainiens. Pékin, de son côté, affirme encore aujourd'hui que « *le peuple chinois n'oubliera jamais cette atrocité barbare*<sup>4</sup> ». En 2023, la Chine a inauguré à la place de son ancienne ambassade un immense centre culturel chinois, l'un des plus grands en Europe.

Ces événements se déroulèrent dix ans après l'*annus horribilis* des dictatures : 1989, qui vit la Chine trembler et le pacte de Varsovie s'effondrer. On sait que Vladimir Poutine, alors en poste à Dresde, fut ébranlé par la révolte est-allemande ; ce fut également le cas pour Xi Jinping, alors modeste responsable du Parti communiste dans la province de Fujian, lors des événements de la place Tian'anmen.

Ainsi les néo-empires contemporains sont-ils obsédés non seulement par la perte de leur grandeur, mais aussi par des traumatismes historiques dans lesquels l'Occident est toujours coupable. Pour l'Iran, ce fut l'opération anglo-américaine *Ajax* de 1953. Pour la Turquie, la tentative de coup d'État de 2016. Etc. Souvent de manière sincère, quoique non exempte d'exagération. Mais peu importe la réalité des faits : ce sont des mythes fondateurs.

## *Zeintenwende* : le grand tournant

« Il y a peu de générations qui n'aient eu l'impression de vivre une "crise" ou même d'être à un "tournant". Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, ce que l'on trouverait difficilement, c'est une génération qui ait cru vivre dans une période stabilisée », disait Raymond Aron<sup>1</sup>.

De quoi relativiser la perception généralisée d'une crise permanente, la « *permacrise* » proposée en 2023 par le dictionnaire britannique de référence Collins, ou la « *polycrise* » chère à Edgar Morin et désormais aux organisateurs du Forum de Davos. Il est vrai que nos années vingt donnent déjà le tournis. Elles ont vu se superposer les crises sanitaire, économique, énergétique, militaire, et climatique, sans compter la crise politique des démocraties qui lorgnent de plus en plus vers le populisme. Ces crises s'enchevêtrent et sont interdépendantes : la question climatique est inséparable de nos choix énergétiques, qui ont été mis à rude épreuve par la guerre en Ukraine ; la crise sanitaire, outre ses effets dévastateurs sur les économies, a aiguisé les tensions géopolitiques entre l'Occident et la Chine.

Il y a à peine quelques années, certains croyaient bon d'évoquer un « *monde d'après* » la COVID-19. La pandémie allait mettre un terme à l'urbanisation de

la planète, le télétravail serait généralisé, le transport aérien était condamné, le tourisme lointain passerait de mode, et la Chine s'en sortirait mieux que tout le monde grâce à sa politique du « zéro COVID ». Mais le monde d'après est le même, humainement et économiquement affaibli. Nos années vingt ne ressemblent ni aux Années folles de l'Europe ni aux Années rugissantes de l'Amérique.

Il serait tout aussi vain d'imaginer que le monde changera totalement après la guerre d'Ukraine. Les grandes lignes de la géopolitique contemporaine étaient déjà tracées avant le 24 février 2022. Mais les tournants historiques ont parfois lieu. À la fin des années 1970 : la normalisation sino-américaine et l'ouverture de la Chine ; la révolution conservatrice aux États-Unis et au Royaume-Uni, le voyage de Jean-Paul II en Pologne ; la montée en puissance politique des forces religieuses dans le monde musulman, mais aussi en Amérique et en Israël, sans compter l'invasion du Vietnam qui vit le retour du mot géopolitique dans les médias français. À la charnière des années 1990 : la répression brutale de la place Tian'anmen ; la chute de l'Union soviétique ; le renouveau du nationalisme serbe et les guerres de Yougoslavie ; l'invasion du Koweït. À l'orée des années 2000 : la guerre du Kosovo ; l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et le lancement de la deuxième guerre de Tchétchénie ; le 11 Septembre, l'Afghanistan et l'Irak.

Quant au tournant des années 2010, il a posé les jalons de notre monde. Ce fut le pic de la mondialisation économique et financière : le rapport entre commerce et produit intérieur brut (PIB), ainsi que celui entre investissement direct à l'étranger et PIB,

ont connu leurs maxima à la fin des années 2000 et n'ont cessé de décliner depuis, alors que les mesures protectionnistes se multipliaient sous l'impact des crises financières. Ce fut aussi le début de la radicalisation des puissances, avec le retour à la présidence russe de Vladimir Poutine, la nomination de Xi Jinping au poste de Premier secrétaire du Parti communiste chinois, et l'instauration du régime autoritaire de Recep Tayyip Erdoğan. Alors que le monde arabe entrait en ébullition, la crise des démocraties commençait.

Car ce fut également le moment du pic démocratique. Alors que 54 % de la population mondiale vivait dans un pays libre en 2012, la proportion n'est plus que de 28 % aujourd'hui. Au lieu de quarante-deux démocraties libérales, trente-deux seulement une décennie plus tard. Le nombre des pays autoritaires égale maintenant celui des pays démocratiques<sup>2</sup>. En 1990, les pays non libres représentaient 12 % de l'économie mondiale ; aujourd'hui, c'est un tiers, comme c'était le cas au début des années 1930. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, la part des démocraties représente moins de la moitié du PIB mondial<sup>3</sup>. Le populisme se développe sur tous les continents, le tournant de la démocratie illibérale a été pris. L'âge des barrières contre la libre circulation de tout – des biens, des capitaux, des personnes – a commencé.

L'ordre international dit libéral est désormais contesté de toutes parts. Moscou et Pékin apposent régulièrement leur veto au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), défient les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer

(CNUDM). Les puissances émergentes contestent, non sans raison d'ailleurs, le mode de fonctionnement des institutions de l'après-guerre : Conseil de sécurité, Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale. C'est tout l'ordre de 1945 qui est défié par les États révisionnistes. L'Amérique, de son côté, rechigne toujours à adhérer formellement à certains des nouveaux instruments de l'ordre international (la CNUDM, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Cour pénale internationale, etc.). Elle est moins regardante que d'autres États occidentaux sur le respect de la Charte de l'ONU. Et elle n'est pas exempte de poussées nationalistes, comme on a pu le voir notamment dans les années Bush et Trump, mais aussi avec Joe Biden, sous la forme d'un nouveau protectionnisme économique.

Le début des années 2020 est bien parti pour incarner un autre de ces tournants géopolitiques, même si nous n'en aurons l'assurance que rétrospectivement. Plusieurs événements clés en dessinent les prémices : la guerre d'Ukraine et la transformation de la Russie en un État quasi fasciste ; le début de la chute démographique de la Chine et son dépassement par l'Inde, parallèlement à la consolidation du pouvoir de Xi Jinping à l'occasion du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste ; l'avènement du siècle de l'Asie sur le plan économique, la production de ce continent dépassant désormais celle du reste du monde ; la dissolution de la mondialisation sino-centrée ; enfin, l'accélération de la transition énergétique, estimée à cinq à dix ans<sup>4</sup>. Avec deux points chauds, les deux terres irrédentes majeures que sont l'Ukraine et Taïwan.

C'est une guerre des mondes qui se prépare, celle qui opposera, davantage que deux blocs militaro-économiques,



deux familles élargies dont nous tracerons les contours. Sommes-nous dans les années 1910 – à la veille du grand choc des empires –, dans les années 1930 – face à la montée de totalitarismes agressifs –, ou plutôt dans les années 1950 – au début d’une nouvelle forme de guerre froide ? Un véritable conflit mondial est-il possible ? Les pays occidentaux peuvent-ils résister aux chocs stratégiques de ce début de siècle ? Et si c’est une guerre, qui pourra l’emporter ?



## *Backlash* : le printemps des nationalismes

On peut définir les origines du retour de bâton incarné par le renouveau des nationalismes comme une triple réaction : contre la mondialisation, contre l'occidentalisation, et contre la modernisation.

La libéralisation des échanges, principe fondateur de la mondialisation, est désormais perçue comme un mal. Elle détruirait les emplois et accentuerait les inégalités. Elle créerait des dépendances anormales pour les pays occidentaux, comme on le voit en temps de crise dans le domaine des terres rares ou des semi-conducteurs, de la santé, ou du gaz, mais aussi pour leurs adversaires, qui se trouvent exposés aux sanctions. Sans compter les excès de la finance dont on a vu les résultats dévastateurs lors de la crise de 2008 ou celle de l'euro en 2011. On assiste ainsi à une « *corrosion de la mondialisation* » sous les coups de boutoir des nationalismes<sup>1</sup>. La libéralisation à outrance du commerce, tirée par la recherche des biens de consommation produits au moindre coût, est aussi affectée par le développement et la modernisation des sociétés : les modes de production demandent moins de travail humain.

Le triomphe militaire et culturel du monde occidental des années 1990 a suscité un contrecoup chez

les pays émergents ou moins avancés. Mais c'est aussi la faiblesse perçue de l'Occident qui, comme ce fut souvent le cas par le passé, qui a encouragé les puissances révisionnistes. Si la Chine avait pu voir dans le « *pivot vers l'Asie* » de l'administration Obama les prémices d'une compétition systémique entre les deux pays, la faiblesse de cette même administration dans la gestion des crises syrienne et ukrainienne a aussi encouragé les initiatives stratégiques de Pékin et de Moscou. Tout comme le choc financier et monétaire des années 2008-2012 a pu engendrer le sentiment d'un déclin de l'Occident.

La modernisation des sociétés génère de manière tout aussi naturelle son propre contrecoup. La sécularisation, la dilution des identités, l'encouragement au brassage culturel créent un malaise qui se traduit notamment par une fracture générationnelle. Pippa Norris et Ronald Inglehart, deux des plus fins observateurs des transformations sociétales à l'échelle mondiale, expliquent ainsi que le populisme autoritaire est la conséquence d'une telle fracture générationnelle dans le domaine des valeurs. Alors que les jeunes générations ont plutôt adopté des valeurs post-matérialistes – la laïcité, les libertés individuelles, l'autonomie et la diversité –, les générations plus âgées se sentent de plus en plus aliénées, étrangères dans leur propre pays<sup>2</sup>.

La grande réaction identitaire se répand sur la planète. La convergence des modèles et des idées est terminée. Les « *guerres culturelles mondiales* » ont commencé<sup>3</sup>. La nature même des États-civilisations que sont la Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, l'Iran, Israël peut-être, s'accordent mal avec l'universalisme, voire avec la culture libérale<sup>4</sup>.

<b>15. La troisième guerre mondiale est annoncée.....</b>	173
Le retour de la guerre, vraiment ? .....	173
Mourir pour la Crimée ? Mourir pour Taïwan ?.....	175
Une guerre sino-américaine ? .....	177
Les trois cordes de rappel.....	178
L'enchaînement des alliances existe-t-il ? .....	184
<b>16. La corde de rappel nucléaire .....</b>	189
La dissuasion nucléaire fonctionne-t-elle ? ...	190
Dissuasion probable, échec possible.....	196
Le pire reste-t-il envisageable ? .....	199
<b>17. Taïwan, le scénario.....</b>	201
Pourquoi Taïwan ? .....	202
L'hypothèse de l'invasion.....	207
La Chine peut-elle perdre ? .....	210
L'Europe concernée.....	214
<b>18. L'empire peut-il éclater ?.....</b>	217
L'hypothèse de l'implosion .....	218
Un scénario différent de celui de 1991.....	220
<b>Conclusion.....</b>	227
La fin des rêves n'est pas l'avènement des cauchemars .....	227
Une épreuve de faiblesse ?.....	229

<i>Table</i>	279
L'Occident a de beaux restes .....	231
Huit leçons pour les démocraties.....	235
Pas de retour à l'anormal .....	243
<b>Notes</b> .....	247